



Les mauvais coups de 2009 :

Alors que les salariées et les familles populaires sont confrontés à une terrible crise sociale, c'est un nouvel agenda anti-social que Sarkozy propose pour 2009

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 863

15 janvier 2009

prix : 0,70 €



TERRE & PAIX

Solidarité avec le peuple palestinien !

■ PALESTINE

Forte mobilisation en Loire-Atlantique et dans le monde entier pour arrêter l'offensive criminelle d'Israël sur la bande de Gaza et exiger une paix juste au Proche-Orient.

P 3

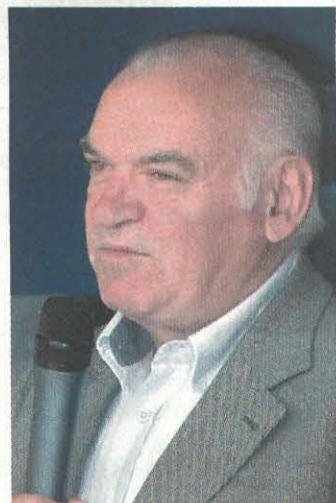
■ 29 JANVIER

Une mobilisation interprofessionnelle dans l'unité syndicale est en préparation pour le 29 Janvier

P 5

■ AIRBUS

Conseiller général du canton de Montoir, Roger David témoigne de son engagement aux côtés des salariés d'Airbus Saint-Nazaire passés sous le contrôle d'une entreprise de sous traitance depuis le 1er Janvier



P 7

BANQUET DU PCF



Le traditionnel banquet annuel du PCF aura lieu vendredi 30 janvier à Indre

Voir pages 3 & 8

L'actualité politique...

EN BREF

Impasse

Lors d'un colloque à Paris Nicolas Sarkozy a tenu à préciser que pour lui, «L'anticapitalisme est une impasse»... avant de dénoncer «un système amoral où la logique des marchés excuse tout, où l'argent va à l'argent». Limpide comme de l'eau de roche.

COMMENT RÉFORMER LE CAPITALISME ?



Soldes présidentielles

Nicolas Sarkozy a profité des vœux aux parlementaires pour annoncer un nouveau plan d'aide aux banques de 10 milliards d'euros. Une «bonne affaire pour les français» selon lui. Pourtant, selon Serge Maître, président de l'AFUB (association française des usagers de banque) : «Ces aides aux banques n'arrivent pas à leur destinataire final», constatant l'effet "très relatif" du premier plan sensé faciliter l'accès au crédit. Encore une fois les «bonnes affaires» de Sarkozy ne le sont pas pour tout le monde.

Indigne

De Christine Lagarde : «On a des soldes qui semblent bien se présenter. J'ajoute que le mauvais temps, qui est épouvantable pour un certain nombre de cas, en particulier pour les gens qui sont isolés ou qui sont sans abri. Du point de vue des soldes, le mauvais temps, c'est une aubaine ! Parce qu'évidemment, quand on a 12° on n'a pas forcément envie de craquer pour un manteau. Si il fait -3°, on se dit que le manteau, ça vaut la peine». Marie Antoinette est de retour, vite, à la Bastille !

Humour Brun

Le 26 Décembre, «l'humoriste» Dieudonné a trouvé cocasse de faire remettre sur scène un «prix de l'insolence» à Robert Faurisson, négationniste français multi récidiviste... par un technicien portant un habit de déporté frappé de l'étoile jaune. A n'en plus finir de ne plus faire rire, on peut visiblement aller très loin.

Insécurité parlementaire

La loi sur l'audiovisuel public a commencé d'être examinée au sénat le 7 Janvier... soit une semaine après l'entrée en vigueur d'une de ses mesures phares : la suppression de la pub après 20 heures sur les chaînes publiques. De quoi provoquer l'indignation du sénateur communiste Jack Ralite qui constate «qu'au moment du CPE, on a eu une loi votée, promulguée et non appliquée. Et là, on a une loi appliquée alors qu'elle n'est ni votée ni promulguée ! C'est une manière inadmissible de considérer le Sénat. J'appelle cela une pratique gouvernementale délinquante !»

Point de vue

par Yann Vince

Au moment où s'échangent les vœux de bonne année, l'actualité apporte une lumière crue sur la réalité du monde dans lequel nous vivons. Israël vient de rallumer le brasier du Proche-Orient en écrasant Gaza dans un fracas de missiles et sous les coups des tirs des chars jetant la mort dans chaque rue, chaque maison. Le siège puis l'invasion de Gaza, loin d'éliminer la menace des tirs de roquettes, n'aura d'autre consé-

quence que de renforcer l'unité de la population autour du Hamas. Ce qui arrive aujourd'hui était pratiquement écrit depuis des mois !

Lorsqu'en novembre dernier, dans le cadre d'une délégation de la ville de Rezé à Abu Dis, près de Jérusalem Est, je rencontrais nos amis palestiniens, je trouvais ceux-ci las, désespérés et habités par la crainte de nouvelles violences. Même discours du côté du consul général de France à Jérusalem qui reconnaissait alors que, compte tenu de la vacance du pouvoir aux Etats-Unis et de la période pré-électorale en Israël, une nouvelle offensive de l'Etat hébreu était à craindre, évoquant alors la possibilité d'une extension accrue de la colonisation juive du territoire palestinien.

Dans son livre édité en 2007, «un mur en Palestine», le rédacteur en chef du Nouvel Observateur, René Backmann écrivait : «et si le péril, pour l'Etat d'Israël, ne venait pas seulement, aujourd'hui, des pays et des peuples de la région ? S'il résidait aussi dans les dérives déjà décrites et reconnues avec clairovoyance par certains de ces intellectuels, mais à ce

La force est le problème pas la solution

jour, sans grand effet : le mépris du droit international ; l'arrogance, l'ignorance des résolutions des Nations Unies (...), l'indifférence aux règles humanitaires communes ; le refus d'admettre que

les revendications, les colères, les révoltes des Palestiniens puissent relever d'une aspiration légitime à la liberté et à l'indépendance, et non de la complicité avec le terrorisme international ; le recours récurrent et irresponsable à l'accusation de trahison et d'antisémitisme contre ceux qui jugent de leur droit ou de leur devoir de critiquer ses actes et ses décisions ; et le choix désormais installé dans l'esprit des dirigeants et accepté par la majorité des citoyens, de donner des réponses militaires aux questions politiques ?»

Je laisse le mot de la fin à l'éditorialiste du quotidien hébreu, Haaretz, Akiva Eldar, qui écrivait lors de la crise de Gaza, en juillet 2006 : «dans nos relations avec nos voisins, la force est le problème. Pas la solution».



Lors d'un déplacement en Palestine, Yann Vince avec Hamed Quorie ancien ministre palestinien

2009 : l'urgence sociale

La première vague de réformes Sarkozy est elle soluble dans la tempête de la crise financière et sociale internationale ?

Le gouvernement semble tenter d'y répondre par l'affirmative en avançant pour 2009 une nouvelle vague de réformes anti-sociales.

Au-delà des discours sur la «moralisation du capitalisme», le pouvoir de droite veut instrumentaliser un Etat de fait international pour poursuivre son œuvre de nivellement par le bas de toutes les normes

sociales françaises. La gauche est elle prête à relever le défi pour lui disputer le changement ?

A nouveau affaibli par ses divisions internes, le Parti Socialiste reste difficilement audible. Pire, le contexte économique, profondément aggravé par les successifs désengagements de l'Etat, pose de lourdes difficultés aux collectivités locales majoritairement gérées par la gauche. Dès lors, les ambitions affirmées par les communistes à l'occasion de leur 34ème congrès sont à observer sous

QUE FAIRE DES CHÔMEURS ?



un jour nouveau. En faisant le choix d'agir au quotidien à une mobilisation populaire permettant de conjuguer riposte sociale et construction politique les commu-

nistes veulent construire la gauche de l'urgence sociale et mettre en débat la construction du changement bien avant 2012.

La mobilisation sociale interprofessionnelle du 29 Janvier, dans l'unité syndicale, les luttes significatives qui se développent à La Poste, dans l'éducation nationale, dans les entre-

prises concernées par des plans de licenciements sont autant de points d'appuis pour faire grandir des exigences de changement.

De vous à moi...

C'est un crime contre l'humanité sans circonstance atténuante, avec une autorisation tacite de la communauté internationale que nous vivons en ce moment à Gaza.

La responsabilité complice des Etats-Unis, ce « grand pays démocratique » dont le monde attendait du « nouveau » avec un silencieux Barack Obama, est prépondérante comme celle de l'Europe qui se contente des gesticulations habituelles d'un Nicolas Sarkozy incapable d'imposer quoi que ce soit à ses amis d'Israël.

Il n'est pas tolérable que Tel-Aviv décide seul d'humilier un peuple, de le priver de liberté, de l'affamer, pour ensuite l'exterminer à coup de bombes et de missiles au mépris des règles internationales et des votes de l'ONU.

Il n'est pas tolérable que l'armée israélienne détruise systématiquement le territoire palestinien visant particulièrement son peuple, ses écoles, ses hôpitaux, ses cliniques et ses quartiers populaires semant terreur mort et désolation.

Comment être aussi lâche pour faire croire que l'ennemi serait les extrémistes du Hamas construit par eux pour exterminer avec la cinquième armée du monde un peuple aux mains nues.

La situation est telle que le quotidien Ouest-France (pourtant très modéré d'habitude sur le sujet), est aujourd'hui obligé de relater ce que vit son correspondant : « carnage, corps déchiquetés, façon avec laquelle l'Israël bâillonne les médias internationaux »...

Je crois en la voix offensive de chacun d'entre nous rejoignant l'opinion publique de notre pays comme celle de la planète pour devenir le plus précieux des secours au peuple palestinien face au crime dont il est victime.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

**VITE LU
VITE DIT**

Banquet annuel de la fédération de Loire-Atlantique



Comme chaque année, la fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste teindra son traditionnel banquet départemental.

L'occasion de boire un verre, de partager un menu gastronomique, de vivre ensemble des temps différents de l'activité militante habituelle.



Un moment de fraternité et de convivialité marqué comme chaque année par l'actualité politique.

Cette année, il s'agira bien sur d'aborder les prochaines échéances européennes avec Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et chef de file en 2004 de la liste « Gauche utile et combative pour une Europe de progrès social » à l'initiative du PCF.



Les cars pour le banquet

•St-Nazaire (section) 18H00 - Trignac (mairie) 18H15 - Savenay (rond point du golfeur) 18H45
•Rezé (place du 8 mai 45) 18H00 - Halluchère (tram) 18H30 - Dervalières (rond point des châtaigniers) 18H45

Consommation d'électricité : Record battu mais à quel prix ?

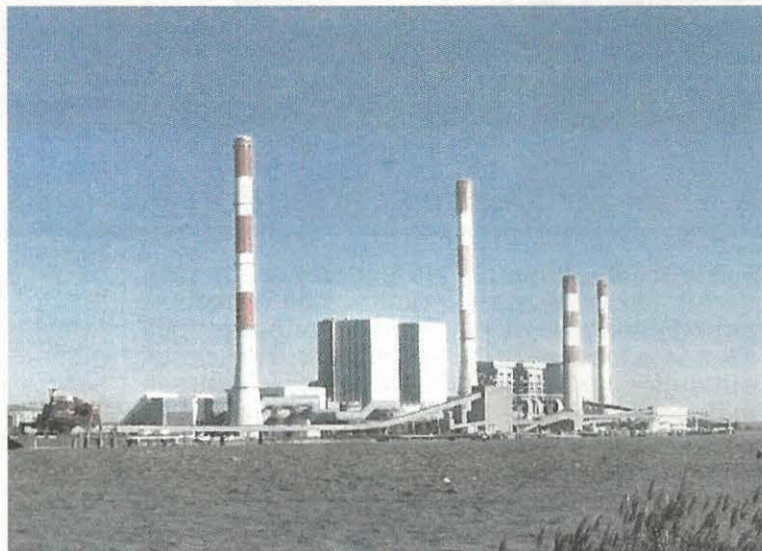
Les syndicats CGT du groupe EDF du département alertent l'opinion publique sur les risques évidents de coupure des usagers tant les limites de l'équilibre production/consommation sont tendues.

« Le coup de chauffe à EDF n'est pas seulement dû aux grands froids » affirment-ils d'emblée. Affichant en même temps un hebdomadaire du Finistère d'avril 2008 qui titrait : « Electricité risque de surchauffe en Bretagne. Les besoins en électricité ne cessent de croître. Si rien n'est fait, les lignes haute et très haute tensions risquent de commencer à saturer en 2010. La situation inquiète d'autant plus élus et chefs d'entreprise que la Bretagne importe plus de 94% de son électricité ».

Alors : grands froids ! La CGT tire la sonnette d'alarme depuis 15 ans sur l'analyse technique de l'implication d'une augmentation de la consommation et le non investissement correspondant. Des solutions techniques existent et ont été défendues par la CGT. « Il est vrai que c'était à une époque où EDF était une grande et belle Entreprise d'Electricité, ayant le monopole, et fonctionnant dans le cadre d'une Entreprise intégrée, ou Production - Transport - et

Distribution de l'Energie Électrique rimait avec Cohérence d'un Service Public au service de ses usagers et du développement industriel, en effectuant les investissements nécessaires pour une fourniture électrique de qualité et en quantité suffisante » : précisent-ils.

« Nous sommes passé d'une politique d'anticipation à une logique de bidouillage » affirme E. Couvez, secrétaire général CGT EDF GDF 44. En effet aucun projet n'est aujourd'hui connu. « Les Centrales, les pylônes et les lignes actuellement en service pour alimenter la Bretagne sont le résultat de décisions prises il y a plus de 10 Ans, ..., il n'y a pas d'autre projet dans les tiroirs ; ce qui veut dire qu'à l'horizon de 2015, si nous ne faisons aucun investissement dans la construction de réseau ou dans la mise en place de moyens de production en pointe Bretagne, alors la Péninsule Bretonne sera dans l'incapacité de répondre à la demande de l'augmentation de la consommation, et nous nous retrouverons comme en région PACA, à devoir subir des délestages et des coupures d'alimentation électrique en fonction du froid, d'une avarie sur un moyen de production ou la perte d'une ligne principale



alimentant actuellement la Bretagne ».

La CGT revendique la mise en œuvre d'un grenelle de l'Energie pour pérenniser et garantir la qualité de l'alimentation électrique de la Péninsule Bretonne, au lieu d'en appeler au civisme des consommateurs leur demandant de se restreindre. La Bretagne et le reste de la France doivent être à la même hauteur de qualité de service, permettant à la fois aux consommateurs Bretons ou les industriels, d'être traités de manière équitable où qu'ils se trouvent sur le territoire national. « Elus, Pouvoir Publics, Services de l'Etat, Entreprises (EDF, RTE, ERDF, GDF, Investisseurs Privés.....), Citoyens,

se doivent de prendre conscience de la problématique qui nous est posée : celle de n'avoir aucune marge de manœuvre sur notre réseau ; de devoir, côté distribution, artificiellement booster les transformateurs sur poteau dans le rural afin de pousser leur limite de déclenchement avec un réel risque d'explosion ; d'avoir en bout de réseau des tensions basses (180 Volts) ne permettant quasiment que d'allumer les lumières, mais pas de se chauffer ; d'avoir des réseaux basse tension saturés car les renforcements n'ont pas été effectués... ». Il s'agit dans cette mise en œuvre de redonner sens à un véritable service public de l'énergie.

Tram-Train Nantes Châteaubriant : Les travaux commencent à Doulon.

Le Tram-Train est attendu de pied ferme par de nombreux usagers qui devraient pouvoir gagner Châteaubriant en une

important projet ferroviaire de notre mandat ». Et l'ouverture des travaux du futur atelier de maintenance des



heure depuis Nantes d'ici à 2013 maximum. Dans un an le tram train reliera Nantes à Clisson et Nantes à Nort sur Erdre en 2011. Certains vont jusqu'à parler de « RER à la Nantaise ». Pour Gilles Bontemps, Vice Président communiste au conseil régional en charge des transports, il s'agit « du plus

Tram-Train, à côté de la mairie de Doulon constitue la « première réalisation concrète de ce dossier. » D'un cout de 7,4 millions d'euros le bâtiment, répondant aux normes de Haute Qualité Environnementale devraient accueillir les premier tram-trains dès octobre prochain.

Forte mobilisation en Loire-Atlantique pour gagner la paix en Palestine

La mobilisation s'est rapidement organisée en Loire-Atlantique pour s'opposer à l'offensive israélienne à Gaza à la suite du collectif national pour une paix juste et durable au proche orient qui rassemble de nombreuses organisations politiques et syndicales dont le PCF avec pour revendication :

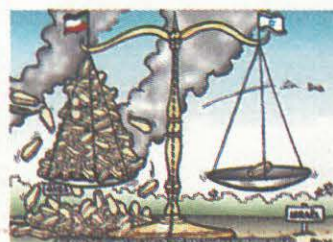
- L'arrêt du massacre et totale du blocus
- La levée immédiate et de tout accord d'association entre l'UE et Israël
- Des sanctions immédiates contre Israël
- La protection de la population de Gaza et de tout le peuple palestinien.



A Nantes, une première manifestation avait déjà rassemblé un millier de personnes dès le 30 Décembre. Le samedi 3, ce sont plusieurs milliers de personnes qui ont défilé à Nantes et plusieurs centaines à Saint-Nazaire. Et la mobilisation s'amplifie puisque les manifestations du 10 ont connu une affluence plus forte encore (5000 à Nantes et plus de 600 à Saint-Nazaire) dans toute la France. Il y a fort à parier que la mobilisation continuera de grandir jusqu'à ce que cesse l'horreur qui constitue actuellement le quotidien des palestiniens de Gaza.

Marwan Barghouti, prisonnier politique palestinien lance un appel depuis sa prison israélienne

« J'appelle les Palestiniens, les citoyens des pays arabes et musulmans tout comme l'ensemble des citoyens épris de liberté dans le monde à poursuivre leur mobilisation contre l'agression israélienne sur la bande de Gaza, afin de stopper le carnage qui continue dans la brutalité la plus grande, depuis deux semaines. Je condamne cette agression, l'invasion et la destruction de la bande de Gaza.../ Je salue aussi tous les Palestiniens où qu'ils se trouvent, en Cisjordanie, à Jérusalem, en Israël dans les camps de réfugiés et dans la diaspora, les peuples des nations arabes et musulmanes et les progressistes du monde entier qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien.../ L'enjeu du moment c'est celui de l'unité et de la cohésion et de s'élever au dessus des blessures (laissées par les luttes internes, NDT) pour faire face à l'agression, pour en finir avec le siège et continuer la marche en avant vers la liberté de notre nation, le droit au retour des réfugiés et l'indépendance. »



Le dossier.

2009 encore plus dure que 2008 ?

Lors de ses vœux pour la nouvelle année, Sarkozy a déployé une nouvelle guirlande de réformes antisociales.

■ Emploi / Salaires : attention à la casse

« Vive la crise » serait tenté de dire notre Président. Utilisant le paravent des difficultés économiques, celui-ci prévoit encore de s'attaquer à la question du traitement du chômage. Le gouvernement va mettre la pression sur les syndicats pour les forcer à signer la nouvelle convention UNEDIC, qui prévoit pourtant la radiation de milliers de chômeurs et leur glissement vers les minima sociaux. Des chômeurs moins bien accompagnés, notamment dans leur formation, mais beaucoup mieux contrôlés par la mise en place du Pôle emploi. Par ailleurs l'exécutif entend continuer à déresponsabiliser les entreprises qui licencient, y compris si elles sont bénéficiaires, au travers de

la généralisation des Contrats de Transition Professionnelle qui confortent la précarité et les bas salaires. Tout comme le RSA, dont la montée en

rien n'est prévu pour les salaires, les retraites ou les minima sociaux. Au contraire, de nouveaux allègements de cotisations sociales



charge est programmée pour 2009. Mais le grand absent de 2009 – après 2008 – reste donc le pouvoir d'achat. Après près de 360 milliards d'Euros mis à disposition des entreprises,

sont prévus, grevant encore les budgets des organismes sociaux. A noter enfin la suite que donnera Sarkozy à sa loi sur le travail du dimanche, une loi aujourd'hui suspendue.

■ Services publics : démantèlement et démembrement

Comme en 2008, l'emploi public ne sera pas à la fête en 2009. Plus de 30.000 suppressions de postes sont prévues pour cette année, dont 13.500 dans l'Education Nationale. Ce à quoi s'ajoute un certain nombre de réformes qui vont compliquer encore plus l'organisation de certaines missions de service public.

Dès le mois de janvier arrive au Parlement le projet de loi « hôpital, santé, patient, territoire » qui veut instaurer, dans un contexte explosif, fruit notamment du manque chronique et organisé de personnel, la « tarification à l'activité », système contribuant à ajuster le nombre de lits en flux tendu. Une réforme qui va de



paire avec la « réorganisation » de la présence des établissements de santé sur les territoires, ayant pour conséquence la fermeture d'hôpitaux ou de maternités.

En 2009 d'autres services ou organismes publics vont être démembrés, notamment du à la mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques

(RGPP). Ainsi l'AFPA qui gère la formation qualifiante des adultes est la cible d'un projet de régionalisation et de réduction de ses missions. Enfin l'inscription au Parlement du changement de statut de La Poste est encore à l'ordre du jour, malgré une forte mobilisation des élus, personnels et usagers.

■ Education / Recherche : les soumettre à la rentabilité économique



Mise pour le moment en standby après les fortes mobilisations lycéennes de novembre et décembre dernier, la réforme des lycées n'en reste pas moins un des objectifs du gouvernement pour 2009. Visant à « recentrer » les enseignements sur certaines matières en créant un tronc commun, à créer des modules d'enseignements, et d'organiser l'année en semestre, cette réforme va notamment considérablement affadir la culture commune que sont censés apprendre les

élèves de lycées. En priorisant évidemment les enseignements qui concourent directement à faire des jeunes, des soldats de la guerre économique. Accompagnée des nombreuses suppressions de postes d'enseignants, elle va continuer à structurer les inégalités entre élèves et entre établissements. 2009 signe pour un quart des universités leur entrée dans leur nouveau statut d'établissement autonome, et le démembrement du CNRS en organismes de

recherche. L'exécutif veut en profiter pour passer une nouvelle étape dans l'assujettissement aux entreprises des universités et des organismes de recherches. Ceci à travers la mise en place d'une stratégie nationale de recherche et d'innovation qui orientera les objectifs de recherche des universités et des instituts selon les besoins des entreprises, les déresponsabilisant encore une fois et faisant porter les dépenses de recherche des entreprises sur les dépenses publiques.

■ Institutions / Justice : une mise au pas programmée

Sarkozy veut aussi consacrer l'année 2009 à faire sauter des verrous qui empêchent que l'ensemble des français se plie à ses volontés, et mettre au pas l'ensemble des pouvoirs. Organisation territoriale, Parlement, justice... autant d'institutions que le chef de l'Etat veut voir mis à sa botte.

1ère cible : les départements. Sous couvert de vouloir rationaliser l'action des collectivités territoriales, « en finir avec le millefeuille » selon lui, il veut en vérité mettre en pièce tout un pan de l'action de proximité des collectivités, en particulier l'action sociale. Fusionner les départements avec les régions, comme le chef de l'Etat le souhaite, reviendrait à en finir avec la complémentarité entre la proximité pour l'un, et le projet de territoire pour l'autre. Sans compter qu'il espère, avec un changement de mode de scrutin, amoindrir les positions de la gauche dans les régions et les départe-

ments, et par cela amoindrir l'opposition à sa politique. Une opposition qu'il juge apparemment aussi trop forte au Parlement, malgré sa majorité à l'Assemblée

chaque projet et les propositions de loi. Enfin, il souhaite mettre fin à la fonction de juge d'instruction pour transférer les instructions judiciaires au parquet, qui est lui directement



et au Sénat. Voilà pour quoi, après avoir fait voter en 2008 une réforme constitutionnelle qui présidentialise de manière plus importante notre régime, celui-ci va faire passer au Parlement dès le mois de janvier un projet de loi qui va considérablement amoindrir le droit d'amendement des parlementaires en limitant drastiquement le temps de débats sur

dépendant de l'exécutif par l'intermédiaire du garde des Sceaux. Une manière de pouvoir mettre sous le boisseau certaines affaires qui pourraient gêner lui-même ou ses amis. Rappelons à toutes fins utiles que notre Président voulait à son arrivée dépénaliser le droit des affaires pour, déjà, mettre à l'abri ceux qu'il sert et qui le lui rendent bien.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Nouvelle reculade

Après trois reports successifs, l'examen du texte de loi sur le travail du dimanche est reporté sine die. Restons mobilisés jusqu'à ce que cette proposition, aujourd'hui repoussée, soit demain, définitivement enterrée.

La fusion passe mal

Les ANPE et les ASSEDIC ont disparu en ce début d'année 2009. Le lancement du Pôle emploi, nouvelle « institution nationale publique » a été marqué par une grève des agents à l'appel de cinq syndicats. Ils dénoncent « une marche forcée » de la fusion.

Appel des 100

Le Snuipp-FSU appelle à arrêter ou suspendre l'aide personnalisée aux élèves en difficulté (les deux heures de soutien pour élèves en difficulté, dans les écoles primaires). Dans l'appel des 100, le syndicat insiste sur le fait que la prise en charge des difficultés scolaires doit s'effectuer pendant le temps scolaire de tous les élèves.

La grogne monte

Les syndicats du CHU de Nantes critiquent une nouvelle organisation du travail engendrée par le plan de modernisation et de retour à l'équilibre. Un préavis de grève est déposé pour les services de pédiatrie et d'urgences pédiatriques.

Attention danger

La réforme de la psychiatrie annoncée par N. Sarkozy est loin d'être une garantie pour une meilleure qualité des soins. Ces annonces ressemblent à s'y méprendre à un dispositif dépendant du Ministère de l'Intérieur, et non plus du Ministère de la santé. Le déblocage de crédits servira en fait à renforcer le caractère carcéral d'une partie de la psychiatrie avec la création de 120 chambres d'isolement, de 4 centres fermés ou encore l'instauration des bracelets électroniques.

Nouveau plan social

Après s'être séparé de 150 intérimaires, annoncer 450 suppressions de postes dans sa filiale fluides, Trelleborg annonce la suppression de 38 emplois de recherche et développement dans une autre filiale spécialisée dans la fabrication des antivibratoires. L'équipementier automobile verra ses effectifs passer de 1400 à 700 personnes.

Les anti-avortement reviennent

Ils organiseront, le 25 janvier, leur 5ème « marche pour la vie » avec, pour slogan, « 30 ans, ça suffit », réclamant l'abrogation de la loi Veil. Des délégations de toute l'Europe accompagneront les habituelles grenouilles de bénitier.

Visite de courtoisie

Une délégation française s'est rendue à Bamako début janvier pour imposer au gouvernement malien la signature de l'accord franco-malien dit de « gestion des flux migratoires ». Il s'agit en réalité de permettre à la police française d'expulser les maliens de façon plus expéditive encore.

Non à l'OTAN

À l'occasion du prochain sommet de l'OTAN qui se tiendra début avril et de son 60ème anniversaire, une coordination internationale s'est mise en place pour exiger un monde de justice et de paix.

Pas de CGT à Leclerc



« La mise au placard », c'est la politique de management du centre Leclerc Grand Val pour une déléguée syndicale CGT, nouvelle élue prud'homale.

Cadre aux ressources humaines, salariée depuis 1985 dans la grande surface, Marie subit de multiples pressions de la direction. Harcelée depuis longtemps par de multiples courriers recommandés, prime d'intéressement non versée depuis 2 ans, elle a reçu un avertissement tout simplement pour s'être déplacée pour aller voter aux Prud'hommes en décembre dernier. Ce simple fait d'aller voter est pour la direction de Leclerc insupportable. Elle s'est vu confisquer son ordinateur, ses dossiers, après avoir été élue.

Face à ces multiples pressions de la direction, et à l'appel de son syndicat, 300 personnes étaient venues exprimer leur soutien à cette nouvelle élue. Elles étaient venues informer, les salariés et clients de Leclerc, de la situation intenable d'une salariée nouvellement élue prud'homale dans la section encadrement. Elles ont condamné ces méthodes de management qui entraînent la dégradation de la santé des salariés.

Catherine BLESSE, secrétaire de l'UD CGT, notait que « cette attaque d'une militante CGT n'est pas anodine à l'heure où le gouvernement veut imposer le travail du dimanche aux salariés des grandes surfaces. »

Ces attaques répétées sont inacceptables. Le droit d'expression doit s'appliquer dans toutes les entreprises, y compris le commerce et le dialogue social non bafoué.

Un vote pour les retraités cheminots

Avec près de 72 % de votants, les veuves et cheminot(e)s retraité(e)s viennent de confirmer leur attachement à la Caisse de Prévoyance et de Retraite, à leur régime de protection sociale, ainsi qu'à leurs droits.

Au cours de la campagne, les cheminots actifs et retraités se sont adressés individuellement à un grand nombre de retraités inorganisés afin de débattre sur leurs revendications spécifiques et sur l'importance de rejoindre la CGT.

Ce travail de terrain porte aujourd'hui ses fruits, la CGT est la 1ère organisation syndicale chez les retraités avec 38,50% des voix, loin devant : CFDT 7,48%, UNSA 5,81%, CFTC 5,35%, SUD Rail 4,60%, FGAAC 3,35%, FO 3,19% et CGC 2,54 %.

La FGRCF*, qui n'est pas une organisation syndicale mais une amicale de retraités, obtient quant à elle 29,17% des suffrages.

Ce vote met donc un

terme à l'exclusivité de représentativité dont bénéficiait la FGRCF... depuis 60 ans, soutenue par la direction SNCF. Ce sont les cheminots pendant les grèves d'octobre et novembre 2007 qui ont pu imposer l'instauration de ce suffrage.

Ce scrutin sanctionne le recours au conseil d'état engagé par la FGRCF, avec le soutien de SUD Rail, qui donne à présent la possibilité au gouvernement de remettre en cause le régime de prévoyance (assurance maladie, maternité, décès...) en leur donnant les clefs du calcul des montants des prestations.

Ce vote de lutte s'adresse aussi à ceux qui ne cessent d'isoler et de maltraiter les veuves et retraités.

La CGT conquiert un des deux sièges au CA, le second revenant à l'amicale FGRCF.

(*Fédération Générale des Retraités des Chemins de Fer)

Loïg GARREC



Ensemble sur les enjeux fondamentaux

La CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA ont finalisé la plateforme pour la mobilisation du 29 Janvier. Cette « déclaration commune de propositions et revendications » constitue en quelque sorte un véritable plan de relance syndical face à la crise. Relance par le social, les syndicats y dénoncent « une redistribution des richesses privilégiant le versement de dividendes au détriment des salaires et de l'investissement ». Ils préconisent « des mesures urgentes en faveur de l'emploi, des rémunérations et des politiques publiques intégrées dans une politique de relance économique. »

Cet accord pour une journée interprofes-

sionnelle le 29 janvier et la plate forme unitaire est un événement important dans la vie syndicale de notre pays. Il va créer une dynamique pour changer durablement la donne.

Le texte adopté développe cinq chapitres qui portent sur des questions importantes

et diverses : donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique, améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat, préserver et améliorer les garanties collectives, régler la sphère financière internationale. Ainsi, il pose d'emblée une alternative crédible à la crise en abordant

des questions qui aujourd'hui le sont de façon fragmentées comme le logement social, la protection sociale (santé, retraite...), la recherche ou encore l'éducation...

La mobilisation du 29 est pour les syndicats une première étape, nous devons ensemble la réussir. Ce front uni doit descendre dans la rue et ainsi créer l'ébullition sociale qui ouvre des possibilités.



Evènements, culture, idées.

«Géopolitique de l'émotion»

Peur, humiliation et espoir façonnent-ils le monde?

Ce livre s'essaie à une "cartographie des émotions" du monde, où les peuples et les nations se définiraient par trois "émotions primaires" : la peur, l'humiliation et l'espoir.

Plus que le "choc des civilisations", ce serait plutôt celui de ces sentiments qui mènerait le monde. L'auteur, D. Moïsi, nous explique la place que tiennent les émotions dans les relations internationales et pourquoi cette géopolitique des passions rendrait plus difficile le maintien d'un ordre international régi par le droit.

Selon lui, les émotions constitueraient une des « clés de lecture du monde dans lequel nous vivons ». Sa thèse est que « les émotions sont incontournables pour la compréhension du monde ». On pourrait même « tracer une carte des émotions ». D'abord éditorial en 2006, puis article en 2007 - dans une prestigieuse revue américaine de relations internationales - ce livre de 2008 avance l'idée que le monde actuel connaîtrait, autant sinon plus qu'une crise économique, un "clash d'émotions". Aujourd'hui, « les quêtes identitaires ont remplacé l'idéologie comme moteur de l'histoire : dans un monde où les médias jouent un rôle de

caisse de résonance et d'une loupe grossissante, les émotions comptent plus que jamais ».

L'auteur se concentre sur trois « émotions primaires » : l'espoir, l'humiliation et la peur. Mais « non la colère, le désespoir, la haine, le ressentiment, la rage, l'amour, l'honneur... ». Pourquoi ce choix ? Elles sont intimement liées à la notion de confiance, celle qui permet ou non de se projeter dans le futur.

Au premier abord, la thèse est séduisante, voire brillante. A la suivre, l'Europe et les Etats-Unis vivent une crise d'identité, qui alimente une culture de la peur. Peur face à la montée de « l'autre », comme rival ou comme menace. Le monde arabe et musulman, au-delà de ses rivalités internes, est lui marqué par une culture de l'humiliation, engendrée par un déclin historique et des frustrations politiques, économiques, sociales et religieuses. L'Asie, derrière la Chine, l'Inde et les pays de l'Asie du Sud-Est, est elle portée par une culture de l'espoir, un optimisme et une confiance en soi qui est largement, mais non exclusivement, le produit de la réussite économique. Mais ce tableau d'un monde régi par les émotions entraîne, à la réflexion, au moins trois objections. D'abord, il prétend se

situer dans une certaine tradition de l'école française des relations internationales, P. Renouvin, J.-B. Duroselle, Raymond Aron.

Mais il en affadit et en subjectivise considérablement le propos. Ensuite, on ne voit pas vraiment en quoi il se différencie d'une approche en termes de "choc des civilisations".

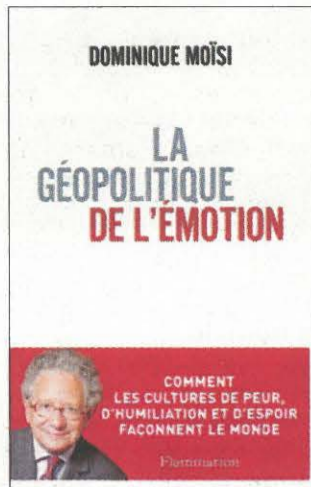
Pourtant l'auteur exprime la « conviction que les visions simplifiées du monde - qu'elles pèchent par excès d'optimisme, tel que le "triomphe de la démocratie" glorifiée par Francis Fukuyama, ou le pessimisme comme le "choc des civilisations" de Samuel Huntington - sont tout simplement dangereuses » comme « instruments trop grossiers ». Pourtant, il ne s'en distingue guère. Glissant subrepticement des émotions primaires aux "cultures de la peur, de l'humiliation et de l'espoir", il avance que « l'idéologie cède la place à la lutte pour l'identité » ce qui le ramène aux chocs, sinon des civilisations, du moins des cultures. Enfin et surtout, il fait

presque complètement l'impasse sur les déterminations économiques et sociales, au nom du refus des "idéologies" du XXe siècle, dont le communisme. Lui-même, semble cependant conscient des objections possibles à sa thèse : « L'utilité des émotions dans la compré-

hension du conflit global est encore contestée par ceux qui voient là un concept trop intrinsèquement subjectif, une vision "molle" pour qu'on puisse réellement lui faire dire quelque chose ». Mais il ne lui suffit pas de critiquer le positivisme quantitativiste et déterminisme géographique pour être véritablement quitte avec cette auto-objection.

Si l'exploration des émotions - et de leur manipulation, peu envisagée ici - reste à l'évidence une piste clé pour la compréhension du monde actuel, elle ne saurait cependant constituer une approche exclusive de son explication.

D. Moïsi, **La géopolitique de l'émotion**, Ed. Flammarion, 2008, 270 p., 20 €.



LIRE

Petite philo de la marche

Il y a en chacun de nous un marcheur. Quel que soit le but poursuivi, la marche : balade, promenade, randonnée, pèlerinage, expédition ou manif - c'est selon - font du bien au corps et à l'esprit.

La marche éveille et stimule l'esprit, mais, bien plus encore, elle est une sagesse du corps. L'auteur, lui-même philosophe et promeneur assidu, examine attentivement cette mystérieuse connivence du pas et du mot, du souffle et de l'idée, du muscle et de la pensée. Pour penser le monde, le philosophe n'avance pas à la seule force de son esprit.

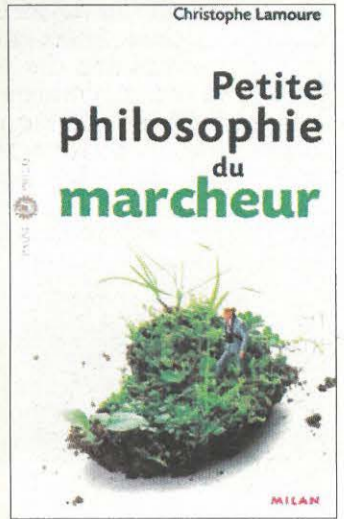
C. Lamoure examine ce goût des philosophes pour la marche. Tous les jours, à 17 heures, Kant sortait pour une balade dans Königsberg, aussi planifiée que sa philosophie était construite et ordonnée ! Nietzsche aussi avait ses habitudes de marcheur, en montagne, là où l'homme met à l'épreuve sa nature exceptionnelle et tutoie les cimes les plus élevées...

Chez Rousseau, la marche est d'abord l'expérience de la nature, soit, pour lui, de la vérité - la nature ne triche pas - et de l'esthétique. Mais elle a aussi une fonction de pénitence. Toute sa vie, il a désiré communier avec les humains, établir avec eux des rapports de transparence, comme il le dit dans ses Confessions. Mais Les Réveries du promeneur solitaire font le constat d'un échec : il n'a pas réussi à vivre parmi les hommes comme il le souhaitait, donc il se condamne à "partir".

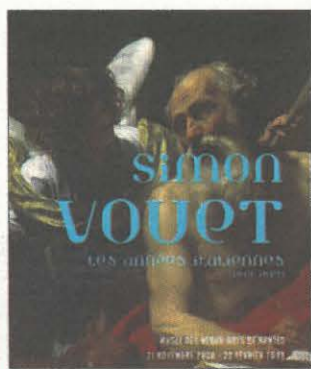
Les dialogues de Socrate, écrits par Platon, sont pour beaucoup le fruit d'un échange fait lors de promenades dans Athènes, ou le long du fleuve Ilissos. Aristote aussi enseignait en déambulant - d'où le nom de péripatétisme (du grec peripateîn, "marcher") donné à son école. En fait, la philosophie a même fait ses premiers pas en marchant. Une anecdote relate que Thalès, considéré comme 10e premier philosophe, marchait en regardant le ciel, et qu'un jour il chuta dans un puits, sous le regard d'une servante hilare.

La philosophie serait donc née dans un éclat de rire, et sur un faux pas ! C. Lamoure perpétue plaisamment ici cette tradition.

C. Lamoure, **Petite philosophie du marcheur**, Ed. Milan, 2008, 132 p., 15 €.



VOIR...



Simon VOUET

L'exposition Simon Vouet, les années italiennes (1613-1627) est consacrée au séjour italien de ce peintre, période durant laquelle son art puisa aux sources des plus grands maîtres de la péninsule.

Le rassemblement d'oeuvres dispersées dans les plus grands musées du monde permet d'apporter des jalons essentiels à la connaissance du peintre, des réjouissantes scènes de genre aux virtuoses épisodes religieux, en passant par une magnifique galerie de portraits. Jusqu'au 23 janvier 2009 Musée des Beaux-arts de Nantes, 10, rue Georges Clemenceau. Tel : 02 51 17 45 00 De 10h à 18h, sauf mardi et jours fériés.

MÉDIAS

Les journalistes et leurs publics

Pour qui les journalistes écrivent-ils ? Jusqu'à quel point connaissent-ils leurs lecteurs ? Quelle influence le regard de leurs confrères exerce-t-il sur leur production ? Comment accommodent-ils leurs sources ? Se poser ces questions, c'est regarder autrement le métier d'informer. Des spécialistes se penchent sur le travail des journalistes sous l'angle de leurs rencontres avec leurs publics. Ils cernent

ainsi trois catégories de publics avec lesquelles les journalistes entrent en relation : les publics incarnés, imaginés et mobilisés. Ces catégories constitueraient un réservoir de ressources et de contraintes à partir desquelles se construirait le discours médiatique. Dix auteurs, sociologues, politologues, spécialistes de la communication et du journalisme s'appuient sur des enquêtes approfondies dans les rédactions pour décrypter les rapports professionnels entre journalistes et publics (lecteurs, sources et pairs)... D'un média à l'autre, de service en service, leurs contributions reposent sur la ren-

contre d'une large diversité de professionnels : rubricards Jus-



Commissaires de Bruxelles... Loin des préjugés, la production des journalistes ne se conforme pas seulement à leur souci d'informer, ni d'ailleurs à la simple dépendance vis-à-vis de contraintes économiques et politiques, comme il leur est souvent reproché. Elle doit aussi considérablement à la confrontation quotidienne avec leurs multiples publics. Ce livre est publié dans la collection « Pratiques politiques », une série dirigée par F. Matonti.

P. Dauvin et J.-B. Legavre, **Les publics des journalistes**, Ed. La Dispute, 2008, 256 p., 25 €.

près de vous

Vertou

Des propositions de gauche pour le budget 2009

Compte tenu de « la récession qui s'installe et qui va durer », des « plans publics qui se succèdent pour sauver les banques et les entreprises, mais qui relèguent au second plan le social et le pouvoir d'achat », Michel GOUTY a formulé des « propositions alternatives de gauche » lors de la discussion du projet de budget 2009. Au choix politique du maire qui est « de faire payer toujours davantage les familles », le conseiller municipal communiste propose notamment l'intégration dans la fiscalité locale « de tous les abattements et allègements » rendus possibles par la loi que la majorité de droite se refuse d'appliquer aux vertaviens, la gratuité des prêts de livres à la bibliothèque, la gestion publique de l'eau par la mise en place d'une régie directe, une vraie bataille pour faire taxer les profits financiers...

La Baule

Gérard Denoyelle ne remercie pas TOTAL

En avril 2008, La Baule fermait ses plages pour cause de pollution. Pollution « accidentelle » de la raffinerie affirme le maire qui a retiré sa plainte après avoir passé un marché avec Total. En échange de son silence, Yves METAIREAU a négocié le versement de 80 000 euros pour financer, dès janvier, la campagne de promotion pour la ville. La Baule a « pactisé » avec la multinationale remarque Gérard DENOYELLE qui s'est déclaré « outré » par l'article 2 du protocole d'accord dans lequel la commune accepte « de citer les actions entreprises par Total pour lutter contre les conséquences de la pollution » et de « mentionner la participation financière de cette dernière à la campagne de communication ». Refusant de dire « merci à Total » avec les conseillers d'opposition, il a voté contre cette délibération.

Missillac

Classes laborieuses, classes dangereuses?

Le maire de Missillac qui s'enorgueillit d'avoir construit 16 logements sociaux (!) au cours de ses deux derniers mandats propose de l'accession sociale à la propriété dans le nouveau lotissement du bourg « Une proposition qui peut paraître séduisante d'autant qu'elle s'adressera en priorité à des familles de notre commune qui grâce à cette aide pourront – en s'endettant 25 à 30 ans – devenir propriétaires » remarque Michel GUILLET qui ajoute « en 36 ans, vous n'avez construit que 46 logements sociaux (source bulletin municipal) alors que la population de Missillac a pratiquement doublé pendant la même période. Est-ce parce que loger les familles modestes vous gêne ? Etes-vous de ceux qui pensez que les classes laborieuses sont les classes dangereuses ? »

L'invité

Airbus et Aéroliia sont le bien commun des salariés

Depuis le 1er janvier, 455 salariés d'Airbus Saint-Nazaire sont devenus des sous-traitants de leur ancienne entreprise. Une société qu'ils ont développée, au point qu'elle devienne le deuxième constructeur aéronautique civil de la planète avec un carnet de commande très confortable.

Alors ou est le problème ?

Il y a d'abord et avant tout de hauts dirigeants qui ont confondu le métier de chef d'entreprise avec celui de banquier.

Quelques retards techniques sur un programme ont été évoqués, la parité dollar/euro, le coût du carburant ont été également mis en avant mais aujourd'hui ces arguments ne tiennent plus. La direction en a profité pour mettre en place un plan drastique prévoyant des milliers de suppressions d'emplois, la fermeture de deux sites en France (Méaulte et Saint-Nazaire ville).

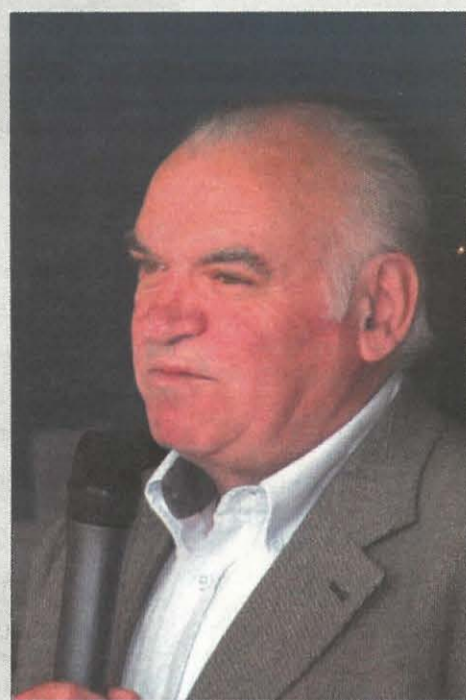
La mobilisation des salariés des deux sites, mais aussi outre-Rhin a empêché le pire. Les deux établissements sont transférés à une filiale et les salariés conservent leur statut Airbus.

Pour autant le risque demeure de voir, dans quelques temps, la nouvelle filiale Aéroliia, détenue à 100 % par EADS, se délocaliser, ou transférer à l'étranger, une partie de sa production.

Cette crainte est renforcée par le projet d'Aéroliia de construire, en Tunisie, une usine qui emploiera 2000 salariés.

L'aéronautique nazairienne est une aventure qui remonte aux balbutiements de cette industrie, elle est le bien commun de plusieurs générations de tout le bassin d'emploi. Nous avons le devoir de tout mettre en œuvre pour empêcher toute délocalisation de fabrications. Il nous faut aussi veiller au statut social des salariés de la nouvelle entité qui doit rester calqué sur celui d'Airbus.

Les salariés de cette nouvelle société peuvent compter sur le soutien des militants et des élus communistes du bassin d'emploi pour contribuer au développement de ce fleuron industriel et social.



Roger David
Conseil général

L'activité

La Chapelle sur Erdre

Viviane Guevel : Pour un nouveau modèle d'entreprise publique.

Rappelant que le 2 juin 2003, sa ville s'était engagée contre l'accord général sur le commerce des services (AGCS), Viviane GUEVEL a refusé que La Chapelle sur Erdre reste, cinq ans plus tard, spectatrice d'une privatisation rampante de tous les services publics. Prenant l'exemple de la Poste, elle a affirmé que ce n'est pas « sous l'égide de la rentabilité » que nous pourrions assurer « une distribution du courrier 6 jours sur 7 (indispensable notamment à la diffusion d'une presse quotidienne), la garantie du prix unique du timbre et ainsi, maintenir la péréquation tarifaire et géographique, la possibilité aux foyers les plus modestes de trouver encore un partenaire bancaire au sein de la Poste... » Elle a donc proposé d'inventer « un nouveau modèle d'entreprise publique » et fait voter par l'assemblée locale une motion demandant que « le gouvernement ouvre un grand débat public sur les missions de la Poste... ainsi que sur les nouvelles formes de gestion qui permettront de démocratiser les services publics en impliquant davantage les représentants des usagers des salariés et des élus ».

Rezé

Faut-il mettre les entreprises à la campagne?

Le conseil municipal de Rezé a donné un avis défavorable au renouvellement de l'autorisation d'exploiter de l'entreprise ALVA-Mainguet sur la commune. Les élus communistes et républicains ont voté contre cette délibération. « L'activité de fonte et de raffinage de corps gras animaux est une activité utile. Cette utilité s'est trouvée renforcée depuis la crise de la « vache folle » et l'interdiction, depuis 2001, de traiter les graisses bovines » a précisé Yann VINCE au nom du groupe. D'autant que l'entreprise emploie 80 personnes ce qui, dans le contexte actuel, « n'est pas neutre dans l'agglomération nantaise ». Le renforcement du caractère urbain du site comme le non-respect d'un certain nombre de normes environnementales élémentaires ont rendu les nuisances « difficilement supportables » reconnaît volontiers l' élu. Mais, dans le passé, « la ville a été confrontée à une entreprise qui rejetait sans aucun traitement ses effluents nauséabonds en Loire, qui laissait des week-ends entiers des tonnes de carcasses animales dans des camions avant leur traitement ». Quand la municipalité a fait pression, les désordres ont été réparés, une station d'épuration construite, les plaintes ont diminué et l'activité a pu être poursuivie « C'était alors, un choix courageux que nous avons collectivement assumé, alors même que des pressions contraires s'exerçaient sur nous ». Pourquoi ne pas avoir les mêmes exigences aujourd'hui alors que la situation est bien moins grave plutôt que de souhaiter la délocalisation de l'activité ? « Qui demain des autres entreprises du secteur, qui peuvent elles aussi générer des nuisances, gêner d'une manière ou d'une autre le confort des riverains ? Les inciterons-nous à quitter le cœur de l'agglomération pour s'installer à la campagne ? »

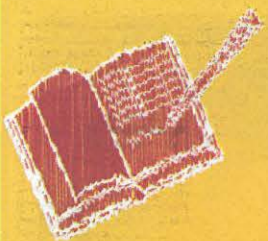
Le Croisic

Sauver le port et sa criée

La fermeture de la criée du Croisic sonnerait la fin du port de pêche. Elle a une superficie de 4 500 m². Elle dispose d'un système de ventes informatisé, de 15 ateliers de mareyage (stockage des achats), d'équipements performants de levage. Tout cela en fait une criée moderne comme il en existe peu en France. 9 salariés y travaillent à plein temps. Son chiffre d'affaires est d'environ 12 millions d'euros pour 2 500 tonnes de poissons débarqués. Depuis la fin des années 70, elle est passée sous la direction de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint Nazaire. C'est elle qui, s'appuyant sur les résultats négatifs de la concession pêche depuis plusieurs années, a reculé les travaux nécessaires. Au total c'est plus de 900 000 € qu'il faut maintenant investir avant 2010. Le moins que l'on puisse dire c'est que la C.C.I. a, au mieux, manqué de clairvoyance ou, au pire, a laissé volontairement la situation se dégrader afin de rendre inévitable la décision de fermeture. Pourtant, durant les municipales, le député Priou et les deux candidats UMP du Croisic avaient avancé des solutions. L'un parlait de mutualisation des moyens, l'autre de vente à distance (cela existe déjà à La Turballe). La réalité est tout autre : le prix du gasoil, les quotas de pêche, les nouvelles contraintes européennes continuent de décimer la flottille de pêche française. Le Croisic ne compte plus que 32 bateaux. Pour sauver le port et sa criée, il faut un acte fort, une volonté politique mais aussi la mobilisation des usagers et des habitants de la commune. Les deux sont nécessaires pour que le port garde sa vocation pêche et ne devienne pas- comme certains en rêvent - une marina pour riches millionnaires. Patrick Hammon, conseiller municipal.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



St Nazaire

Assemblée Générale
de section
mercredi 21 Janvier
18h00
à la salle polyvalente
d'Herbins 117 rue de
la Croix Amisse

Loire- Atlantique

Journée d'action
interprofessionnelle
à l'appel des syndi-
cats CGT, CFDT,
CFE-CGC, CFTC,
FO, FSU, Solidaires
et Unsa pour l'emploi
et les salaires.
Jeudi 29 Janvier

Indre

Banquet annuel de la
fédération de Loire-
Atlantique du PCF
Vendredi 30 Janvier
A partir de 19 Heures

Huma café

Sur le thème
« L'édition à l'Encan »
avec Pierre-Yves
Lebrun, critique litté-
raire
Vendredi 6 Février
à 18 heures au Salon
de Musique du Lieu
Unique.



Les réponses du Jeu du Vin et de la Vigne

Question 1 – De qui est l'expression « Les bons crus font les bonnes cuites » ?

Coluche
Pierre Dac
Jean-Marie Bigard

Question 2 – En quelle année les vins de Savoie ont-ils été classés AOC ?

1973
1975
1977

Question 3– De quel cépage est issu le vin jaune du Jura ?

Le Chardonnay
Le Savagnin
Le Romorantin

Question 4 – Le Chignin est :

Un vin blanc de Savoie
Un cépage du Languedoc
Un vin de l'Allier

Question 5 – Parmi ces vins, lequel n'est pas un vin doux naturel ?

Le Banuyls
Le Rivesaltes
Le Collioure

Question 6 – Le Pouilly Fuissé est une appellation :

Du Maconnais
De la Côte Chalonnaise
De la Loire

Question 7 – « Le lyrisme est né dans le vin » de quel acteur est cette expression ?

Jean Carmet
Louis Jovet
Michel Simon

Question 8 – Le vin blanc moelleux AOC Saussignac » est issu d'un cépage ?

Sémillon
Maseng
Chenin

Question 9 – Combien de temp, un champagne doit-il resté en bouteille avant d'être commercialisé?

2 ans
3 ans
5 ans

Question 10 – En Alsace, quel est l'autre nom du Pinot blanc ?

Le Chasselat
L'Edelwicker
Le Klevner

Les gagnants qui ont au minimum, 8 bonnes réponses peuvent venir chercher leur lot à la fédération du PCF (41 rue des Olivettes à Nantes Tel: 02 40 35 03 00).

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la
collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro Maïa
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

Huma café

Rentrées littéraires à répétition,
promotions non-stop,
auteurs jetables,
marchandisation
de tous les circuits.

Et à côté de cela :

Des écrivains intègres,
des Festivals du Livre courageux,
des libraires « du coin de la rue »
qui résistent.

Sur le thème de

« **L'EDITION à l'ENCAN ?** »

l'Huma-Café® reçoit
Jean-Claude LEBRUN
Critique littéraire

VENDREDI 6 FEVRIER 2009
à 18 heures
au Salon de Musique
du Lieu Unique

BANQUET de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF



Avec **PATRICK LE HYARIC**

Vendredi 30 janvier 2009
19 h 00

Salle des Fêtes
Rue de l'Allier - **INDRE**

Bulletin de réservation à retourner à la Fédération - 41 rue des Olivettes 44000 NANTES
Tél. 02.40.35.03.00 / mail : pcf44@wanadoo.fr

MENU

Parfait de foie gras aux baies roses
pain d'épices et compote d'oignons, petite gelée au
layon - Terrine du Chef
Suprême de Pintadeau en croûte d'épices
garniture landaise
Assiette de fromages sur lit de salade
Millefeuille, crème mousseline, croustillant praliné
Café, petit chocolat
Coteaux du Layon et vin de bordeaux

NOM Prénom _____

Mail : _____

ADRESSE complète _____

Réservation de _____ repas à 15€ soit _____ € - mode de paiement : _____